

## MTV renonce au tremplin du conseil régional

Face au tollé, la chaîne abandonne son projet de partenariat public-privé.

**M**TV sort du jeu. Le 21 septembre, Thierry Cammas, vice-président-directeur général de MTV Networks France, a annoncé aux représentants du Rif, un réseau fédérant une centaine de salles de musiques amplifiées en Ile-de-France, qu'il renonçait à son projet de tremplin musical monté avec le conseil régional (*Libération* du 24 août). Le 6 juillet, une subvention de 627 000 euros avait été attribuée à la multinationale par la commission politique de la ville, de la sécurité et de la jeunesse, présidée par Julien Dray.

Ce partenariat public-privé avait provoqué des remous, tant au niveau des salles que des élus. «*On est en train de financer un haut-parleur médiatique au lieu de soutenir les associations sur le terrain*», s'indignait Anne Souyris, des Verts. «*Une collectivité n'est pas là pour vendre des produits, elle est là pour accompagner la population sur son territoire*», protestait Eric Boistard, président de la Fédurok. Soutenu par les réseaux de salles Actes-If et Fédurok, le Rif appelait au boycott de l'opération.

Face à la bronca, Julien Dray recevait le 13 septembre les dirigeants du Rif et d'Actes-If. «*Aucun terrain d'entente n'a pu être trouvé au sujet du tremplin*, rapporte le communiqué commun du Rif et d'Actes-If. *Les deux fédérations ont cependant indiqué qu'elles restaient à sa disposition [de Julien Dray, ndlr] pour travailler ensemble sur les liens entre la politique de la ville et les musiques actuelles en Ile-de-France. A ce jour, les acteurs de ces musiques (musiciens, spectateurs, lieux, associations...), au regard de leur importance sur le territoire francilien, restent mal pris en compte dans la politique, notamment culturelle, de la Région, malgré les propositions que nous avons faites depuis plusieurs mois.*» ◆